

Le socialisme est basé sur la négation de Dieu et de son Eglise ; peut-il faire autrement que d'en méconnaître les droits ?

Le premier et le plus grand bien des individus et de la société étant le bienfait de la foi catholique et de la civilisation chrétienne qui en dépend, leur plus grand malheur est aussi d'en être privés, et surtout dépouillés.

Puis donc que le socialisme politique prétend réaliser cet état de choses, il faut convenir que son avènement au pouvoir politique constituerait une véritable calamité publique, le plus épouvantable malheur qu'une nation catholique puisse redouter.

Conséquemment, concourir par son influence, de quelque nature qu'elle soit, et notamment par son vote, à remettre le pouvoir politique entre les mains du socialisme, c'est un péché grave, c'est un attentat contre les droits souverains de Dieu et de son Eglise.

Le socialisme arrivera-t-il au pouvoir chez nous ? Espérons que non ; mais sous le régime nouveau de la représentation proportionnelle, où chaque parti ne peut plus compter que sur ses propres forces, personne ne saurait prédire avec certitude quelle sera l'issue de la lutte électorale actuelle. Personne ne doute que cette fois l'enjeu de la lutte ne soit la possession du pouvoir, arbitre de l'avenir.

Dans ces conditions, il importe de rallier toutes les forces du parti catholique pour conjurer le danger qui menace les intérêts supérieurs de la nation.

Cela posé, nous répondons aux questions.

Ad. I. La bonne foi est certainement fréquente. On est si habitué à entendre parler de séparation de l'Eglise et de l'état, de la religion et de la politique, qu'on ne comprend plus quel intérêt religieux et moral présente la constitution du corps législatif. Puis, on a si peu de notions exactes sur les intérêts véritables de la religion et de la société, et on les comprend si mal ! Et de là que, aux gens peu éclairés surtout, les questions de personnes, les intérêts matériels de la classe ou de l'arrondissement, font trop souvent oublier toute autre considération. Il en est beaucoup enfin qui ne se croient absolument pas responsables de tous les actes que leur mandataire posera en exécution du programme qu'il a annoncé. Tout cela fait que bon nombre d'électeurs ne pensent même pas à tenir compte d'intérêts supé-